

Claque électorale pour Angela Merkel



La CDU est devancée par le parti d'extrême droite, l'AfD, dans le fief politique de la chancelière

T+ Certes, le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ne fait pas partie des **T-** Länder qui pèsent le plus dans la vie politique nationale outre-Rhin. **T-** Certes, ce territoire de l'ex-Allemagne de l'Est (RDA), situé en bordure de la mer Baltique et voisin de la Pologne, ne concentre que 2 % des électeurs du pays.

Il n'empêche : parce que c'est là qu'Angela Merkel y a sa circonscription, les élections régionales qui y étaient organisées, dimanche 4 septembre, étaient très attendues. Or, leur résultat est sans appel. Pour la chancelière, dont le troisième mandat s'achève dans un an presque jour pour jour, la claque est brutale.

Avec 19 % des voix, son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), n'est que troisième. Il est devancé par le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD, 20,8 %), arrivé deuxième derrière le Parti social-démocrate (SPD, 30,6 %), ce qui était encore inimaginable il y a quinze

jours.

Sans surprise, l'AfD a donné une portée nationale au scrutin de dimanche. *" C'est une raclée pour Angela Merkel. Les électeurs ont clairement rejeté sa politique désastreuse en matière d'immigration "*, a déclaré Frauke Petry, la porte-parole du parti.

" C'est peut-être le début de la fin de Merkel à la chancellerie ", s'est quant à lui félicité Leif-Erik Holm, la tête de liste de l'AfD dans la région. Dimanche soir, cet ancien animateur radio à l'allure débonnaire n'a pas hésité à mettre en scène son succès : dès l'annonce des premières estimations, c'est à bord d'une vedette à moteur qu'il a rejoint la fête organisée par ses supporteurs à deux pas du château de Schwerin, qui abrite le Parlement régional. A ses côtés, un voilier aux couleurs de l'AfD sur lequel on pouvait lire : *" Les vents contraires nous sont favorables. "*

Au même moment, à Berlin, la CDU a sobrement commenté sa défaite. *" Le résultat est amer "*, a expliqué Peter Tauber, le secrétaire général du parti, reconnaissant que le vote de dimanche était un vote de *" colère et de protestation "* lié de façon évidente au *" débat actuel autour des réfugiés "*.

Signe de la gravité de la situation, Mme Merkel, qui se trouve en Chine au sommet du G20, avait prévu, lundi matin, de participer à une visioconférence avec les principaux dirigeants de la CDU afin de tirer les leçons du scrutin.

" Une sanction contre Berlin "

Pour la chancelière, la tâche sera difficile. Elle qui continuait ces derniers temps à marteler son fameux *" Wir schaffen das "* (" nous y arriverons "), formule qu'elle utilisa pour la première fois en 2015 pour qualifier sa politique d'accueil des réfugiés, va sans doute devoir affronter des critiques de plus en plus ouvertes venant du cœur même de sa majorité parlementaire.

Reste à savoir comment elle y répondra. Se contentera-t-elle de *" mieux expliquer sa politique "*, comme l'ont déjà réclamé plusieurs dirigeants de la CDU ? Décidera-t-elle au contraire de l'infléchir, afin de contenter la frange la plus conservatrice de son électorat et comme le réclament depuis déjà des mois ses turbulents alliés bavarois de la CSU ?

Une chose est certaine : ceux-ci comptent s'appuyer sur le scrutin de dimanche pour durcir le ton à l'égard de Mme Merkel et monnayer au prix fort leur soutien aux législatives de 2017. Le ton a été donné dès dimanche par Andreas Scheuer, le secrétaire général de la CSU, pour qui " *le résultat est une sanction contre la politique menée à Berlin* ". " *Il faut plafonner le nombre de réfugiés, accélérer les retours, allonger la liste de pays sûrs et améliorer l'intégration* ", a-t-il précisé.

S'il constitue un désaveu pour Mme Merkel, dont l'autorité sur sa propre famille politique se voit fragilisée, le vote de dimanche n'est pas pour autant un triomphe pour la gauche. Certes, le SPD l'a emporté, obtenant même un score supérieur à celui annoncé par les sondages. Mais cette victoire se double d'un avertissement : en 2011, lors des précédentes élections en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, les sociaux-démocrates avaient obtenu 35,6 % des voix, soit cinq points de plus que cette année.

Pour Die Linke (13,2 %), la baisse est encore plus forte : en cinq ans, le parti de la gauche radicale a perdu 5,2 points. Quant aux écologistes, qui ont obtenu 4,8 % des voix (3,9 points de moins qu'en 2011), leur défaite est encore plus sévère : faute d'avoir atteint 5 %, ils ne seront plus représentés au Parlement régional.

Examen de conscience

Dans ces trois partis, ces résultats risquent d'attiser les débats stratégiques. Au SPD, l'enjeu est celui de l'alliance avec la CDU : pour plusieurs observateurs, le recul enregistré dimanche par les sociaux-démocrates serait en partie lié à l'usure de la " grande coalition " qu'ils forment depuis 2008 avec la CDU dans la région.

Au niveau national, une telle lecture ne peut que conforter ceux qui, au sein du SPD, plaident pour une ligne plus offensive vis-à-vis de la CDU. A court terme, cela compliquera sans doute encore davantage la tâche de Sigmar Gabriel qui, comme président du parti, ne peut ignorer sa base, mais qui, comme ministre de l'économie et vice-chancelier de Mme Merkel, est contraint à la solidarité gouvernementale.

Les Verts et Die Linke n'échapperont pas, eux non plus, à un examen de conscience. Car leur recul, dimanche, pose au fond la même question :

celle de leur capacité à incarner une alternative à la CDU et au SPD, autrement dit à drainer les électeurs qui ne se reconnaissent pas – ou plus – dans les deux principaux partis. Or c'est précisément ce que cherche à faire l'AfD, et pour l'instant avec succès.

C'est l'autre grande leçon du scrutin de dimanche : le rôle désormais incontournable joué par ce parti sur la scène politique allemande. Un rôle auquel ses résultats du printemps l'avaient déjà préparé (24,3 % en Saxe-Anhalt, 15,1 % dans le Bade-Wurtemberg et 12,6 % en Rhénanie-Palatinat), et que devraient bientôt confirmer les élections organisées le 18 septembre à Berlin. Dans la capitale, il pourrait dépasser les 10 % des voix. Il serait ainsi représenté dans dix des seize Parlements régionaux.

A un an des élections législatives, l'AfD est certes loin d'avoir atteint son objectif : chasser Mme Merkel de la chancellerie. Affaiblie, celle-ci est encore créditée de 45 % d'opinions favorables, ce qui est certes son niveau le plus bas depuis cinq ans, mais ce qui n'a pas encore permis l'émergence de prétendants sérieux à sa succession.

Le jeune parti d'extrême droite, créé il y a seulement trois ans, a de bonnes raisons de croire en son avenir : selon un sondage de l'institut Emnid paru dimanche dans *Bild am Sonntag*, il pourrait obtenir 12 % des voix aux législatives, ce qui en ferait la troisième force politique au Bundestag, derrière la CDU/CSU (34 %) et le SPD (23 %), mais devant les Verts (11 %) et Die Linke (9 %).

Thomas Wieder

© Le Monde

☛ **article précédent**
Le regard de Plantu

article suivant ☛
L'AfD, " parti des professeurs...